

MASCARA

# Si Messaoud est mort dans sa ville d’adoption

*Si Messaoud, comme on aimait bien l’appeler, s’est éteint à l’âge de 89 ans, dans la cité de Mascara, sa ville d’adoption où il s’est installé en 1945 après un passage à Frenda.*

Le 18 juin, de nombreux citoyens de la ville ont accompagné Benbou-  
abdellah à sa dernière demeure. C’était la reconnaissance à un homme affable qui se distinguait par son humilité. Quand vous le saluez, il avait toujours un petit sourire aux lèvres. Si Messaoud avec sa petite silhouette avait été adopté par la ville de Mascara qu’il aura servie.

Notre homme natif des Ouacifs (Tizi-Ouzou) était artisan tailleur, il participera à la confection des uniformes de la police et de la garde communale à l’indépendance. Il a milité au PPA et fréquente les rangs des Scouts musulmans algérien. Il sera également pendant de longues années

conseiller municipal à l’APC. L’homme était pieux et discret. Il était retiré dans sa boutique mais les citoyens de sa génération ont témoigné de sa droiture et de son dévouement, notamment

pour la musique, puisqu’il jouait du *ûd* et du banjo. Il sera d’ailleurs l’un des fondateurs durant les années 1940 de la célèbre troupe Fen oua El-Amal. Le travail et la musique c’était le monde de celui qui fut orphelin de père à l’âge de 3 ans. En juin 2008, il sera enfin honoré par le cercle culturel de Mascara.

Ce jour-là il sera ému. Nous garderons de lui le souvenir d’un homme exemplaire qui a servi la société.

Il fait partie de cette espèce d’hommes en voie de disparition, celle des braves gens qui servent autrui avec désin-tères-ement. Qu’il repose en paix.

M. Meddeber

## Le cimetière de Sidi Mouffok dans un piteux état

Il y a quelques mois, nous étions présents au cimetière de Sidi Mouffok de Mascara pour l’enterrement d’un ami. Un citoyen, les bras en l’air, priait Dieu pour que les responsables et ceux qui ont laissé faire soient punis.

De quoi s’agissait-il? Figurez-vous que chaque été les citoyens se plaignent de ne pas pouvoir approcher les tombes de leurs proches tellement la broussaille est dense. Cette fois-ci l’on aura répondu à leurs doléances.

Au lieu de débroussailler, on a tout simplement mis le feu ; le spectacle était désolant avec une partie du cimetière noire de cendres. L’on ne respecte même pas les morts. Qui a fait cela ? Qui est responsable de

l’entretien du cimetière ? Des questions qui resteront certainement sans réponse. Face à cette situation qui interpelle les consciences, nous nous interrogeons sur cette démission de l’APC, de ces pseudo-associations de quartier, enfin, de la société entière. Nos cimetières ne semblent pas constituer une préoccupation pour les élus de Mascara.

Combien de fois avons-nous signalé l’état déplorable de ceux-ci en passe parfois de devenir des décharges sauvages ou lieux de pâturage avec ces troupeaux qui y séjournent. C’est une honte, et ceux qui ont la charge des cimetières en répondront devant le Créateur.

M. M.

BATNA

# La Sûreté de wilaya se dote de plusieurs infrastructures

*Le directeur général de la Sûreté nationale qui devait effectuer une visite de travail et d’inspection à la wilaya de Batna a finalement délégué l’inspecteur général, M. Houadef Mohamed, pour cette mission d’inauguration de plusieurs infrastructures consolidant la présence des services de sécurité aux points sensibles d’intérêt local.*

Non loin de l’aérodrome Mustapha-Benboulaïd, à Aïn-Djasser exactement, chef-lieu de la commune du même nom et d’El-Hassi, l’inspecteur général, accompagné des autorités locales, a inauguré le siège d’une sûreté de daïra et huit logements en plus d’un célibatorium de 50 lits. Dans ce chef-lieu de daïra comptant 10 156 habitants, le rapport police-habitants (ratio) est de l’ordre de 471, supérieur à la moyenne nationale qui est de 400. A quelques kilomètres de là, la daïra limitrophe Sériana a bénéficié des mêmes infrastructures, siège de la sûreté de daïra et célibatorium. Ce chef-lieu de daïra, abritant 15 946 âmes, est à un ratio

de 626, c’est vous dire l’importance de ces acquisitions qui mettront les agents de police dans de bonnes conditions de travail et rapprocheront cette structure du citoyen. A Aïn Touta, 35 kilomètres au sud de Batna, l’inspecteur général, ses accompagnateurs et l’exécutif de wilaya, ont été accueillis par des troupes folkloriques, salves de baroud et des youyous devant la nouvelle brigade mobile de la police judiciaire (BMP). Celle-ci, qui est bâtie sur 1008,4 m², offre tous les services, hébergement (120 lits), restauration (200 couverts), cafétéria... Toujours à Aïn-Touta, troisième ville de la wilaya de Batna, un siège de sûreté

urbaine de la daïra semblable à ceux d’Aïn Djasser et Sériana a été inauguré. Celui-ci permettra à coup sûr l’amélioration du rapport police/habitants puisque le ratio était de l’ordre de 728.

Au chef-lieu de wilaya, dernière étape de la visite de travail et d’inspection du haut cadre de la DGSN, l’inauguration du siège de la dixième sûreté urbaine, sis quartier Lombarka ex-parc à fourrage, permettra à coup sûr de ramener le calme à ce quartier populaire. Enfin, notons que d’autres sièges de sûreté de daïra sont en voie d’achèvement à Chémora, T’kous, Ségana, Arris, et Talkhemt.

H. M.

## Un agent de la Sonelgaz électrocuté

Lors de l’inauguration du nouveau siège de la sûreté de daïra de Aïn-Djasser, un agent de la Sonelgaz, âgé de 32 ans, a été électrocuté en alimentant en électricité la nouvelle structure. Ce jeune, qui a été enterré hier à Batna, avait déjà reçu une décharge auparavant, mais cette fois-ci il s’agit d’une ligne haute tension de 30 000 volts.

H. M.

GUELMA

# 18 mois de prison requis contre deux étudiants

*Une peine de 18 mois de prison ferme assortie d’une amende d’un montant de 20 000 DA a été requise par le tribunal correctionnel de Guelma, en ce début de semaine, à l’encontre de deux étudiants inscrits à l’université du 8-Mai-45 de Guelma, accusés d’avoir proféré des menaces contre la directrice de la résidence universitaire de 1 000 lits, destruction de biens publics et attroupement illégal à l’intérieur de la résidence U.*

Les faits remontent au 15 mars dernier, lorsque les deux mis en cause, agissant au nom de l’Union des étudiants libres, une organisation estudiantine, se sont présentés au bureau de la

directrice de la résidence universitaire en question pour solliciter des bus pour une excursion à Jijel. Devant le refus de cette responsable de satisfaire leur demande, ces deux étudiants accompagnés

de dix autres se sont dirigés vers le resto de l’établissement, où ils ont vidé les marmites contenant la soupe préparée pour le déjeuner et cassé les tables et les chaises.

Au cours du procès, les accusés ont tenté de nier les faits pour lesquels ils ont été cités à comparaître devant le procureur de la République du tribunal correctionnel de Guelma. L’avocat général a mis en évidence «l’énorme préjudice occasionné aux

édifices publics et aux biens d’autrui par les deux étudiants» avant de conclure son réquisitoire. Les avocats de la défense ont plaidé non coupable et ont demandé l’acquiescement.

L’affaire a été mise en délibéré et le verdict a été reporté à la semaine prochaine. Notons que les mis en cause ont été interpellés, pour la grande majorité, en flagrant délit par les éléments des services de sécurité.

A. Boudeffa

SIDI-BEL-ABBÈS

## L’adoption du budget supplémentaire de l’APW en suspens

Pour la troisième fois consécutive, la deuxième session plénière ordinaire de l’APW a été, dans la journée de dimanche dernier, reportée faute de quorum, 15 membres seulement de l’assemblée étaient présents parmi les 39. Cette session avait à l’ordre du jour trois dossiers à étudier, à savoir l’adoption du budget complémentaire pour l’année 2009 et le bilan administratif de l’année financière 2008, les résultats des différentes épreuves de l’éducation nationale et le tourisme. Il convient de noter que le budget complémentaire pour l’année 2009 devait au plus tard être signé le 30 juin dernier, mais vu la crise qui secoue l’assemblée, son adoption a été encore une fois reportée.

Pour rappel, l’assemblée populaire de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès est secouée par une crise qui divise sa composante dont les 23 membres ralliés par une 24<sup>e</sup> sur les 39 ont, dans la journée du 23 juin dernier, rendu public un communiqué où apparaît une plate-forme de revendications dont la satisfaction pourrait mener au dénouement de la crise. Parmi ces revendications, la non-monopolisation de la masse FLN dans la gestion des affaires de l’assemblée, le respect des délais de remise des documents à débattre lors de la session à ouvrir qui normalement doivent être de 5 jours avant et non la veille comme cela été le cas, la mauvaise gestion et l’utilisation du siège de l’APW à des fins politiques des membres FLN de l’assemblée, l’implication des membres des autres masses dans la prise de décisions, le manque de transparence, les dépenses de la commission financière, le manque de considération affiché par les membres FLN envers les autres membres de l’assemblée. Toutes ces contestations ont fini par engendrer une dissidence au sein de l’assemblée.

A.M.

DEUX ÉTUDIANTES

## ENLEVÉES ET SÉQUESTRÉES

## Six personnes sous mandat de dépôt

Six personnes ont été arrêtées et placées sous mandat de dépôt par le procureur de Sidi-Bel-Abbès pour les chefs d’accusation d’enlèvement et séquestration de deux étudiantes. Selon le communiqué de la police, les faits remontent à quelques jours, lorsque le nommé Z. A. a déposé une plainte au niveau de la sûreté urbaine de Sidi-Bel-Abbès pour avoir été agressé et délesté de son véhicule de marque Peugeot 505 alors que les deux étudiantes qui étaient en sa compagnie avaient été enlevées. Sur la base de cette plainte, la police a diligenté une enquête et intercepté trois personnes en état d’ivresse aux abords du campus de l’université Djilali-Liabès. 24 heures plus tard, l’une des deux étudiantes libérée s’est présentée à la police et a confondu les trois personnes arrêtées ajoutant que sa camarade d’infortune qui lui a téléphoné et toujours séquestrée. Après interrogatoire, les trois loubards ont reconnu les faits et donné les noms de leurs complices qui ont été à leur tour arrêtés et la jeune fille délivrée.

A. M.

EL-EULMA

## Fin du calvaire pour les habitants de l’Abattoir

Après plusieurs années d’attente et de souffrances, les habitants de l’un des plus anciens quartiers d’El-Eulma, l’Abattoir, vont enfin être relogés dans des logements décents. Environ quatre cent familles vont recevoir d’ici le 5 juillet, date de l’Indépendance et de leur délivrance, leurs clés après avoir vécu longtemps dans des conditions très pénibles surtout lors des inondations d’octobre 1980 qui ont laissé beaucoup de séquelles et de celles encore plus récentes.

Dans un premier temps, certaines familles ont bénéficié de lots de terrain situés au nord de la ville et leur nouveau quartier a reçu la nom de «cité des victimes des inondations» (Haï El-Menkoubine). Les résidents de l’ancien Abattoir délocalisé depuis plusieurs années vont être relogés dans une cité de 200-Logements subventionnés par un consortium émirati ainsi que dans les logements construits juste à proximité, longeant la route nationale vers Batna et la zone industrielle. Le fameux oued El-Djehadi, responsable de tous les malheurs, devrait connaître des travaux d’extension jusqu’à la route de Batna pour éviter à l’avenir tout débordement surtout en hiver. Quant à l’espace récupéré après l’évacuation, il servirait à la construction de nouveaux logements. Cette annonce a fait le bonheur de tout le quartier qui s’apprête à la célébrer avec la fête de l’Indépendance.

Mostefa Djabar